

Réf. : AN/JFH



Paris, le 7 juillet 2026

Communiqué de presse

« Allo l'Elysée, Matignon, we are dans la mouise » – Un comité d'alerte des finances publiques avec beaucoup de communication et très peu d'action.

On nous annonçait un comité d'alerte des finances publiques. Nous avons surtout assisté à un **comité de suivi**, ponctué par l'annonce de 3 milliards d'euros supplémentaires de gels de crédits, dont le détail n'a même pas été donné. Voilà qui ressemble à du **cabotage budgétaire**, davantage qu'à un véritable cap qui nous avait été annoncé...

La réalité est pourtant sans appel : **l'État vit largement au-dessus de ses moyens**. Pour 700 euros de recettes, il dépense 1 000 euros. Les 300 euros manquants sont financés par l'emprunt. **Résultat : la dette ne se contente plus d'augmenter, elle accélère à vitesse « grand V ».**

En 2026, la France empruntera 310 milliards d'euros, soit 55 % de plus qu'en 2019, à des taux d'intérêt bien plus élevés. La charge de la dette atteindra **77 milliards d'euros**, autant de ressources qui ne seront pas investies dans notre économie, notre industrie ou pour faire face aux enjeux climatiques. **La vraie alerte est là !**

Quand la Cour des comptes nous alerte sur « *tous les signaux qui sont au rouge* », **le Gouvernement n'apporte pas de réponse** : pas un mot sur l'objectif permettant d'atteindre la cible de 3 % de déficit en 2029, rien sur la cible pour 2027 qui arrive dans 6 mois, rien sur l'engagement de tenir l'objectif pour 2026.

La France n'a pas besoin d'un nouveau rendez-vous de communication. Elle a besoin d'une trajectoire crédible de redressement de ses finances publiques, fondée sur la maîtrise durable de la dépense, le soutien aux investissements d'avenir et une véritable stratégie économique.

Jean-François HUSSON

JEAN-FRANÇOIS
HUSSON

SENATEUR
DE
MEURTHE-ET-MOSELLE

RAPPORTEUR
GENERAL
DE LA COMMISSION
DES FINANCES

CONSEILLER
REGIONAL DU
GRAND EST